**Jean-Pierre Audy**

ancien président du comité de soutien, en Corrèze, du candidat de la Droite et du Centre à la présidence de la République française, François Fillon

ancien député européen

conseiller municipal de Meymac

Tulle (Corrèze), le dimanche 23 avril 2017 – 20h15

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

Par l’élimination de François Fillon, la Droite et le Centre ne seront pas représentés par un candidat au second tour de scrutin pour l’élection du président de la République française : ainsi en a décidé, librement et souverainement, le Peuple français.

Je le regrette car le projet porté par François Fillon est de nature à permettre le redressement national et conduire la France vers la Grandeur et le bien-être de son Peuple.

Je félicite François Fillon pour sa campagne, sa force et sa vision politique.

Je remercie les membres du comité de soutien en Corrèze qui m’ont fait confiance : nous avons essayé de faire de notre mieux dans un contexte national extraordinairement difficile et un contexte local particulier.

Dans les circonstances politiques actuelle, le comité de soutien, en Corrèze, du candidat de la Droite et du Centre à la présidence de la République française, François Fillon se trouve dissous et je cesse, donc, mes fonctions dans le cadre de cette campagne électorale.

S’agissant du second tour de scrutin et à titre personnel, il ne m’est pas possible, pour diverses raisons liées à ma conscience politique et à mes convictions européennes, de voter Front national : je voterai donc pour Emmanuel Macron.

Bien plus que le projet, dont personne à Droite et au Centre, ne contestait le sérieux et la crédibilité, c’est l’acharnement médiatique et judiciaire sur le candidat et les maladresses de ce dernier qui ont troublé l’appréciation des électrices et des électeurs qui souhaitent l’alternance.

Il devient donc, à mon avis, de la plus haute importance que la Droite et le Centre se fixent comme ambition politique de gagner les élections législatives autour du projet de François Fillon, enrichi sur certains aspects, dans le but suprême de gouverner la France sur la base d’une coalition politique composée des Républicains et de l’Union des démocrates et indépendants (UDI).

Je rappelle que le Président de la République française, finalement, ne dispose que peu de pouvoirs propres (nomination du Premier ministre en prenant en considération la majorité parlementaire, dissolution de l’Assemblée nationale, mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels, chef des Armées) et que c’est le Premier ministre qui détermine et conduit la politique de la nation avec sa majorité parlementaire dont il est le chef.

Sur le plan international, le Président de la République française a, certes, le pouvoir de négocier et ratifier les traités mais ce n’est pas lui qui les adoptent et en fixe le contenu politique. La pratique des présidents de la République française de s’accaparer les pouvoirs en matière de politique extérieure et de défense sont des usages accentués lorsque le président dispose de sa majorité parlementaire mais qui n’a pas de réalité constitutionnelle. Par exemple et à mon avis, le président de la République française n’est pas membre du Conseil européen car il ne remplit pas la condition prévue par le traité sur l’Union européenne (TUE) d’être responsable politiquement devant les citoyens ou leurs représentants : le membre représentant la France au Conseil européen est, selon mon analyse, le chef du Gouvernement.

J’appelle donc ma famille politique à se rassembler autour d’un candidat à la fonction de chef du gouvernement qui pourrait être proposé, vu l’urgence, par le Bureau politique des Républicains en concertation avec l’UDI et désigné par un Conseil national extraordinaire convoqué en urgence.

Il s’agit d’assurer à la France un gouvernement de Droite et du Centre pour permettre le redressement national : avec nos candidates et candidats aux élections législatives qui sont prêts, c’est possible.

Emmanuel Macron, qui selon toute vraisemblance sera président de la République française, n’a ni l’expérience ni la force ni la cohérence politiques pour, tout à la fois, présider et gouverner : en effet, les prochaines déclarations et les arrangements auxquels nous allons assister vont montrer que, à supposer qu’il ait une majorité à l’Assemblée nationale, il sera l’otage des socialistes et sa majorité sera issue de calculs politiciens dignes de la IV em République avec François Bayrou : il ne sera pas en mesure d’appliquer son programme et nous auront la continuité de la politique désastreuse que nous avons connu pendant le quinquennat qui se termine.

Il est urgent que la Droite et le Centre décident de se fixer comme ambition de gouverner la France à défaut de la présider.